Coût de la crise, 32.000 dollars pour chaque Européen et Américain ?

16/10/2009 à 6h10

Combien a coûté la crise financière ? L'Agefi a tenté, avec l'aide de Gilles Moëc, économiste de Deustche Bank, d'apporter une réponse en fournissant un bilan détaillé et chiffré de ce que pourrait être la facture globale.

Cet exercice a moins pour objectif de brandir son montant colossal que d'identifier les différents éléments de cette somme, susceptibles d'être révisés à la hausse comme à la baisse en fonction de l'évolution des événements au cours des prochains mois, et ce afin de permettre au lecteur d'effectuer son propre suivi de cette évaluation et de mettre en évidence l'impact différent de la crise aux Etats-Unis et en Europe.

Sur la période qui court de la fin 2007 à la mi-2009, le coût global se monte à près de 22.000 milliards de dollars. Ce qui représente l'équivalent sur un an des PIB cumulés des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne. Ou encore 31.597 dollars par habitant. Ce chiffrage doit être regardé comme un ordre de grandeur et certainement pas comme une facture individuelle. Il mérite quelques précisions et précautions. Le choc patrimonial subi par les ménages s'avère en effet pour une large part virtuel, tant que les individus n'ont pas réalisé ces actifs.

Première composante, bien réelle celle-ci, les pertes bancaires dans le monde se sont établies à 1.616 milliards de dollars à la fin du premier semestre 2009, selon les données de l'agence Bloomberg. Ces pertes ont été couvertes par des augmentations de capital à hauteur de 1.339 milliards.

C'est sur le volet « richesse » ensuite que le coût pour les ménages se révèle le plus élevé. Une richesse mesurée via les portefeuilles d'actions d'abord. Le cours moyen des actions

dans les pays développés a reculé de 33 % depuis le troisième trimestre 2007. En prenant pour base de départ la détention d'actions à fin 2007, fournie aux Etats-Unis par les statistiques des « flows of funds » délivrées par la Réserve fédérale et en Europe par les comptes nationaux financiers, la chute des cours se traduit par une perte de patrimoine de 3.120 milliards de dollars outre-Atlantique, de 477 milliards de dollars sur le Vieux Continent et de 245 milliards outre-Manche. A cela, il convient d'ajouter, aux Etats-Unis, les pertes via les fonds de pension, ce qui se traduit par une soustraction supplémentaire de 2.719 milliards. Des deux côtés de l'Atlantique, les ménages auraient donc « perdu » en tout 7.689 milliards de dollars, soit le tiers du PIB cumulé de cette zone. Mais il s'agit pour partie de pertes virtuelles car, selon l'adage, *« tant que l'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu »*. En faisant l'hypothèse que le marché cesse de se reprendre et en retenant le taux d'épargne de 2008, il faudrait tout de même 25 ans aux ménages américains pour reconstituer leur richesse perdue.

Second canal de diffusion du choc patrimonial, plus virtuel encore, celui des pertes liées à la correction intervenue sur les marchés immobiliers. Aux Etats-Unis, l'indice S&P Case-Shiller a chuté de 22 % entre la fin 1997 et la mi-2009, ce qui s'est traduit par une perte de 4.213 milliards de dollars. En Europe, la bulle immobilière s'est dégonflée au Royaume-Uni essentiellement, où les prix ont reculé de 13 %, selon les données du Department for Communities and Local Government (DCLG), entraînant une perte de richesse de 724 milliards de dollars, mais aussi en France, où la baisse atteint 9,2 %, d'après l'Insee, soit une perte de 380 milliards.

Enfin, dernier élément, l'explosion des dépenses publiques consécutive à la crise. Aux Etats-Unis, la dette publique devrait augmenter de 62,9 % du PIB en 2007 à 82,5 % en 2010, soit une hausse de 20 points de PIB. De ce côté-ci de l'Atlantique, la pente n'est pas moins raide : de 66,4 % à 86 % du PIB pour la zone euro et de 44,2 % à 66,6 % du PIB au Royaume-Uni. Au total, la crise accroît le coût de la dette

pour le contribuable de respectivement 17.405 dollars, 7.635 dollars et 9.565 dollars. Non seulement ce coût s'avère bien réel, mais il est appelé à progresser au moins jusqu'en 2012-2013, préviennent les économistes.
Au-delà, il convient d'avoir à l'esprit toute une série d'éléments difficilement chiffrables, ceux qui résultent de l'effondrement de l'économie. Depuis le début de la récession (mi-2008), 6,32 millions de postes ont ainsi été supprimés aux Etats-Unis, 2,2 millions en zone euro et 560.000 au Royaume-Uni. Quant au choc sur la croissance, qui oblige à imaginer un scénario « sans crise », le manque à gagner (« *output gap* ») se monte à 4,9 points de PIB outre-Atlantique, 5,3 au Royaume-Uni et 5,4 en zone euro.
D'autres se sont essayés à cet exercice de calcul. Ils arrivent parfois à des résultats encore plus extravagants. **La Banque asiatique de développement (BAD) conclut ainsi sur une addition encore plus salée de 50.000 milliards de dollars pour le seul choc patrimonial !**
L'AGEFI
…Sans parler de Laurent Carroué, directeur de recherche à l'Institut français de Géopolitique, Expert du groupe Mondialisation du Centre d'Analyse Stratégique (ex Commissariat Général au Plan), qui lui, en mai 2009, a estimé le coût de la crise à 103 % du PIB mondial, soit 55 800 milliards de dollars : (Source).